

WICKSELL ET PARETO : AUX ORIGINES DE L'UNANIMITÉ, DE L'ÉCHANGE ET DU BIEN-ÊTRE COLLECTIF

V5-24/01/2026

Ce travail commencé en novembre 2024 s'appuie sur un ensemble de sources hétérogènes, combinant des supports pédagogiques et des ouvrages de référence mobilisés de manière complémentaire. Je remercie tout particulièrement le cours d'histoire de la pensée économique de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (Professeur Goulven Rubin), qui m'a permis de découvrir ces notions, ainsi que le cours d'histoire économique du Professeur Thomas Piketty. Il convient également de citer les derniers chapitres de *Choix Publics* de Facchini (traduction officielle de *Public Choice III* de Dennis C. Mueller), particulièrement riches sur la « nouvelle économie du bien-être », ainsi que la *Nouvelle histoire de la pensée économique* (tomes 2 et 3, La Découverte) pour ce qui concerne l'école parétienne. Afin de consolider ce socle par des références consensuelles, j'ai aussi consulté Bo Sandelin, *The History of Swedish Economic Thought*, ainsi que *The New Palgrave Dictionary of Economics and the Law* (entrée « Wicksell and Public Choice » par Alan Peacock).

Ce travail étant encore en cours d'élaboration, je ne suis pas entièrement satisfait de l'ensemble : certaines articulations entre les idées méritent d'être clarifiées et mieux définies, certaines même ne sont pas encore totalement claires pour moi (notamment la nature des échanges épistolaires Walras/Wicksell, Wicksell/Pareto) et la dernière partie consacrée à la convergence nécessite encore des approfondissements. Les notes de bas de page ont partiellement été retirées dans cette version car elles étaient trop longues, imprécises et/ou maladroitement, elles seront probablement réintroduites courant avril. Il est également possible que des erreurs subsistent à ce stade, elles seront identifiées et corrigées dans la prochaine version.

Résumé

Presque aucun individu en économie publique n'a fait l'objet de discussions plus controversées que Knut Wicksell et peut-être aucun concept n'a suscité d'interprétations plus diverses que sa règle de l'unanimité. L'histoire commence en 1896 avec la publication du traité de finances publiques de Wicksell, *Finanztheoretische Untersuchungen*, et se précise en 1906 avec la parution du *Manuel d'économie politique* de Pareto. Le cœur du sujet repose sur la relation entre la règle de l'unanimité de Wicksell et l'optimalité de Pareto. Cet article examine le débat unilatéral que Knut Wicksell a mené avec Vilfredo Pareto au sujet de questions d'économie du bien-être et retrace la trajectoire de leurs idées économiques, qui a conduit à un consensus final dans la théorie du choix public.

Ce qui rend la discussion Wicksell-Pareto particulièrement intéressante, c'est le degré auquel leur « querelle » s'est prolongée dans l'économie publique moderne, notamment dans la divergence entre la tradition du choix public de James Buchanan et l'approche tripartite de Richard Musgrave (allocation, distribution et stabilisation).

Le nœud du débat réside dans le lien entre la règle de l'unanimité de Wicksell et l'optimalité de Pareto. Buchanan a déclaré les deux idées équivalentes, tandis que Musgrave a exprimé son vif désaccord. La prétendue correspondance entre ces concepts a fait l'objet de vifs débats (Buchanan et Musgrave 1999 ; Head 1974 ; Johnson 2005 et 2010). Certains, comme Pieter

Hennipman, n'arrivent pas à comprendre pourquoi Wicksell n'a pas « reconnu que sa doctrine et celle de Pareto étaient essentiellement semblables » (1982), tout en confessant que Wicksell et Pareto « auraient sans doute été étonnés s'ils avaient pu prévoir que leurs noms seraient un jour associés » (1982, 47). D'autres, tels que Carl Uhr (1962) et John G. Head (1974), estiment que la relation entre l'unanimité de Wicksell et l'efficacité de Pareto dépend de l'importance relative accordée aux diverses hypothèses préalables et conditions requises par chacun. Head conclut que Wicksell a montré « une conscience aiguë des problèmes allocatifs et distributifs du critère de Pareto », même si c'est l'exigence distributive qui distingue Wicksell et Lindahl, dont les théories budgétaires étaient « essentiellement parétiennes ».

Les principaux objectifs de ce travail sont : (1) de clarifier la lecture que fait Wicksell de l'économie du bien-être selon Pareto et de replacer les critiques de Wicksell dans le contexte de sa vision du monde économique et de l'économie du tournant du siècle, (2) d'identifier certaines des origines de leur malentendu, et (3) de considérer comment l'unanimité wicksellienne et l'efficacité de Pareto en sont venues à être perçues comme équivalentes dans la théorie du choix public.

Wicksell et sa règle de l'unanimité

L'essor des gouvernements démocratiques sur le continent européen à la fin du XIXe siècle a modifié le débat politique sur les impôts et les biens publics en donnant une voix aux classes populaires au sein de l'État. Il en a (entre autres) résulté la mise en place d'une première vague d'impôt progressif sur le revenu national, de droits de succession, et d'une offre élargie de biens publics. Ces changements ont eu un impact profond sur l'étude des finances publiques, donnant naissance à la tradition allemande de la *Finanzwissenschaft* et à la tradition italienne de la *Scienza delle Finanze*. Tandis que les économistes allemands mettaient l'accent sur l'analyse statistique et des énoncés tels que la loi de Wagner, les Italiens se concentraient sur l'élaboration d'une théorie de l'État (Buchanan 1960 ; Eusepi et Wagner 2013 ; Medema 2005). On peut identifier une troisième tradition continentale dans la littérature scandinave, en commençant par Wicksell. Penseur radical et progressiste, Wicksell défendait la classe ouvrière, prônait la légalisation de la contraception, l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur, la confiscation et la redistribution des héritages, l'extension du droit de vote et une réforme du système fiscal, affirmant que « le but de l'activité économique doit être la plus grande prospérité sociale possible, à la fois individuelle et collective » (1958a, 63). La philosophie économique et sociale de Wicksell a exercé une influence profonde sur la génération suivante d'économistes suédois, influence qui se manifeste encore dans les politiques et les institutions de l'État-providence suédois moderne.

Économiste ayant travaillé dans des domaines variés, la contribution la plus significative de Wicksell aux finances publiques se trouve dans le deuxième essai de *Finanztheoretische Untersuchungen*, intitulé « A New Principle of Just Taxation » (1896 [1967a]). Bien qu'il fût un ardent défenseur du suffrage universel et du régime parlementaire, Wicksell comprenait que la prise de décision à la majorité simple ne garantissait en rien que les impôts versés procurent des avantages proportionnés au niveau individuel. De plus, il était tout à fait possible qu'avec la règle majoritaire de nouveaux programmes susceptibles d'apporter des bénéfices significatifs à un petit groupe de citoyens ne parviennent pas à réunir une majorité de votes en faveur de leur financement.

Une règle de vote à l'unanimité garantirait que chaque individu reçoive des avantages proportionnés à son coût fiscal et serait ainsi cohérente avec « l'administration fiscale moderne,

en particulier l'approbation parlementaire des impôts » (1967a, 72). Sa mise en œuvre exigeait que toute nouvelle dépense publique soit couplée à un plan de financement correspondant pour être soumis à l'examen du parlement. Les représentants voteraient alors sur des binômes dépenses-impôts successifs, jusqu'à ce que l'un d'entre eux reçoive le consentement unanime (Wicksell 1967a, 89–90). Selon lui, les individus auraient peu d'incitation à ne pas révéler sincèrement leurs préférences, car en le faisant ils risqueraient que le bien ou service ne soit tout simplement pas fourni. Ce système pourrait fonctionner pour la quasi-totalité des dépenses gouvernementales, à l'exception de certains cas particuliers comme les dettes nationales déjà contractées. En dépit de la rigueur qu'impose l'exigence de l'unanimité, Wicksell estimait que cela aboutirait à une augmentation du bien-être social, car cette règle étendrait le champ d'action de l'État à de nombreuses activités (par exemple, le télégraphe, les chemins de fer), élargissant leur accès aux classes les plus pauvres de la société (Wicksell 1967a, 73).

Bien que Wicksell n'ait plus jamais publié d'autre ouvrage majeur en finances publiques, il n'abandonna en rien l'idée de la règle de l'unanimité, y revenant périodiquement au cours du quart de siècle suivant. Invariablement, Wicksell se montra insatisfait de l'accueil réservé à sa proposition (voir par exemple Wicksell 1999, 174). Répondant à l'objection fréquente selon laquelle la règle de l'unanimité serait impraticable, puisque des groupes minoritaires verraient toujours un intérêt à exiger un traitement fiscal plus favorable, Wicksell argumenta que si les individus se sentaient traités équitablement dans le processus impôt-dépense, ils n'auraient aucune incitation à mettre leur veto à des couplages qui leur procureraient un bénéfice net positif. En 1923, dans la revue suédoise *Ekonomisk Tidskrift*, Wicksell chercha à corriger la mauvaise interprétation de son collègue David Davidson au sujet du caractère « volontaire » des paiements d'impôts dans son système d'unanimité. Wicksell précisa qu'il considérerait seuls volontaires l'accord et la ratification des couplages impôt-dépense. Une fois les répartitions fiscales acceptées, les paiements eux-mêmes devraient être obligatoires.

Wicksell face à l'optimalité de Pareto

L'un des attraits majeurs du critère d'unanimité est qu'il ne requiert pas de comparaison interpersonnelle des utilités, puisque « l'avantage [est] que l'on n'a absolument pas à comparer les évaluations subjectives de personnes différentes, mais seulement celles d'une seule et même personne » (Wicksell 1967a, 164). En effet, « personne ne peut se plaindre s'il obtient un bénéfice qu'il considère lui-même comme (supérieur ou du moins) aussi grand que le prix qu'il doit payer » (Wicksell 1967a, 79). Il revient donc à chaque individu de peser « l'utilité escomptée face au sacrifice nécessaire », et si cela est peut-être difficile, c'est assurément plus réalisable que de comparer les utilités de personnes différentes, ce qui serait « excessivement difficile, à strictement parler impossible » (Wicksell 1967a, 89). D'un point de vue pratique, il se peut qu'il soit difficile pour un individu de prendre de telles décisions, « mais une chose est certaine : si l'individu est incapable de se faire une idée, même approximative, sur ce point, il est à plus forte raison impossible que quiconque, fût-il un homme d'État de génie, puisse comparer l'utilité et le sacrifice de la société tout entière l'un à l'autre » (Wicksell 1967a, 79).

Pareto se débattait avec nombre des mêmes idées que Wicksell dans les années 1890, notamment la question de l'élaboration d'un critère d'évaluation économique neutre sur le plan éthique. Cherchant à s'éloigner des approches utilitaristes fondées sur l'agrégation des utilités individuelles et des discussions sur le « bien » et le « juste », qu'il jugeait non scientifiques, Pareto (1971) soutenait que le seul étalon d'évaluation était l'individu. L'utilité ou la satisfaction d'individus hétérogènes ne pouvait pas être additionnée en une fonction d'utilité sociale sans l'introduction d'un critère éthique externe quelconque.

Pareto proposa de définir un état comme optimal s'il était impossible d'améliorer le sort d'une personne sans détériorer celui d'une autre, ou, en d'autres termes, lorsque les gains issus de l'échange volontaire étaient épuisés. S'appuyant sur cette idée, Pareto démontra mathématiquement que, sous certaines conditions, le résultat d'un marché concurrentiel engendrait un maximum de bien-être. On parle là du premier Théorème du Bien Être. Pareto considérait que sa découverte constituait une justification des politiques de libre marché. L'origine, les motivations et la philosophie sous-jacente du critère de bien-être de Pareto sont trop nuancées et complexes pour être traitées convenablement ici. On renverra le lecteur à Blaug (1992b) par exemple pour plus de détails.

Wicksell trouva l'argument de Pareto peu convaincant et continua d'éprouver des difficultés face à l'idée de mesurer le bien-être social. Dans une première conceptualisation, Wicksell postula que le bien-être social pouvait être mesuré comme une somme utilitariste, où une redistribution serait nécessaire pour atteindre un véritable optimum social. Dans ce cas, « la plus grande somme de bonheur possible », et non « le plus grand bonheur pour le plus grand nombre possible d'individus » (1997a, 10), serait la norme à suivre pour l'action publique. Cela n'impliquait nullement que maximiser les utilités individuelles maximiserait nécessairement l'utilité sociale, comme Wicksell l'a souligné dans sa critique des *Études d'Économie Politique Appliquée* de Walras (Wicksell 1999).

Dans « In Defense of the Theory of Marginal Utility » (1997a [1900]), Wicksell soutenait que si les individus possédaient des fonctions d'utilité identiques d'une personne à l'autre (la même capacité à jouir de la vie et de la consommation, ce qui, selon lui, serait particulièrement évident au sein d'un même groupe social ou d'un même groupe de revenu) et si leur utilité marginale du revenu était décroissante alors des fonctions de bien-être social pourraient effectivement être utilisées comme représentations des fonctions d'utilité individuelles. Wicksell n'était pas aveugle aux difficultés de telles comparaisons, mais il était prêt à en considérer la possibilité (Wicksell 1997a, 5). Dans une lettre, Wicksell expliqua que son critère de bien-être opérait au niveau d'un groupe, les individus étant représentés et évalués au sein de leur groupe social et passant au second plan : « chaque groupe social... en effet chaque membre de la collectivité, si possible, devrait pouvoir sentir que son tribut annuel n'est pas de l'argent gaspillé mais est quelque chose qui lui apportera un bénéfice supplémentaire réel » (Wicksell cité dans Gardlund 1996, 157). Wicksell estimait que la position de Pareto était irréaliste et trop restrictive.

« Pareto soutient que les utilités de personnes différentes sont des « quantités hétérogènes » qu'on ne peut absolument pas comparer entre elles... Mais est-ce exact ? Sommes-nous faits de telle sorte que nous soyons incapables de nous représenter de manière adéquate les joies et les peines de nos semblables, ou de comparer d'une quelconque façon l'intensité de leurs sentiments aux nôtres ? Si ce n'est pas le cas, sur quelle base matérielle peut réellement reposer l'idée de justice, que ce soit au sein du gouvernement ou dans la distribution sociale ? »
(Wicksell 1958c, 169)

En revanche, Wicksell était optimiste et pensait que des outils mathématiques améliorés et des définitions plus claires pourraient permettre aux économistes de créer de meilleures mesures d'utilité (Wicksell 1958c, 161–162). Les progrès de la psychologie et des autres sciences sociales pourraient apporter un éclairage supplémentaire sur les problèmes de mesure et de comparabilité (Wicksell 1997a, 5), car « un jour, les physiologistes parviendront à isoler et à

évaluer les divers besoins humains... posant ainsi les bases réellement rationnelles de la théorie de la consommation » (Wicksell 1967b, 33). Ainsi, malgré les critiques de Gustav Cassel et de Pareto, qui affirmaient qu'une telle évaluation était impossible sans une unité de mesure clairement identifiable pour l'utilité, Wicksell pensait qu'au moins au niveau individuel la mesure de l'utilité subjective était possible (Wicksell 1997a, 4). C'est plutôt l'approche de Pareto qui ne faisait « aucune tentative... pour maîtriser les difficultés, pour résoudre et surmonter le conflit entre individualisme et socialisme, par une analyse et une synthèse approfondies des concepts économiques fondamentaux » (Wicksell 1958a, 64).

Wicksell et le premier théorème du bien-être

Léon Walras et Pareto ont tous deux affirmé que, sous certaines conditions, la libre concurrence générerait un optimum social, ce que l'on appelle aujourd'hui le premier Théorème du Bien-être. Pareto considère comme établi, et estime l'avoir lui-même prouvé rigoureusement sur le plan mathématique, que la libre concurrence implique le plus grand total de satisfaction ou d'*ophélimité* possible, étant donné la distribution actuelle de la propriété, non seulement pour la société dans son ensemble, mais pour chacune de ses classes, et même pour chaque membre de chaque classe. (Wicksell 1958b, 152)

Cependant, alors que Pareto voyait dans l'épuisement des gains de l'échange la garantie d'un optimum individuel et social, Wicksell (à raison) était loin d'en être convaincu. Au mieux, Wicksell considérait que tout ce qui avait été prouvé était que, si l'on prend la distribution des revenus et les prix comme donnés, la libre concurrence garantirait un optimum individuel. On ne pouvait pas démontrer que ce résultat fût un optimum social. Au contraire, Wicksell soutenait que des accords conclus librement pouvaient améliorer les résultats concurrentiels et que « l'intervention de l'État serait tout à fait justifiée dans certains cas » (1958a, 35).

« Je considère toutefois que nous devons rejeter l'affirmation, que Pareto lui-même et ses admirateurs italiens ont maintes fois répétée, selon laquelle il a accompli rien de moins qu'une révolution dans notre science. On pourrait plutôt dire, à propos de telles prétentions, que la plupart des vérités énoncées par ce brillant savant ne sont pas nouvelles, ou tout au plus sous une forme nouvelle, tandis que ce qui est vraiment nouveau est, malheureusement, pour une large part, faux »
(Wicksell 1958c, 175).

En fin de compte, Wicksell n'était pas convaincu que Pareto ait réellement apporté une contribution majeure à la théorie économique.

Les objections de Wicksell au premier Théorème reposaient sur plusieurs points distincts : le caractère strict des hypothèses ou conditions requises, la faisabilité concrète de l'affirmation, et la séparation des considérations de distribution de l'analyse (Wicksell 1958b, 143). En réalité, la plupart des marchés ne constituaient pas des exemples de concurrence libre ou parfaite, on y observait collusions, monopoles et ententes sur les prix (Wicksell 2007, 129). « La valeur d'échange et les revenus totaux tirés des biens produits (mais non l'utilité totale) seraient maximisés sous le régime de la libre concurrence » (Wicksell cité par Silvestre 2003, 531), et par conséquent l'État pourrait toujours améliorer le bien-être social global en manipulant l'utilité totale, par exemple en taxant les industries à coûts croissants et en subventionnant celles à coûts décroissants. Par conséquent, « il n'est pas possible de soutenir que le gain total combiné de tous

les sujets concernés soit, au sens économique, le plus élevé sous la libre concurrence » (Wicksell 1958b, 143 ; voir aussi Wicksell 2007, 75). Livrée à elle-même et sans intervention, la libre concurrence illimitée pourrait être chaotique, sauvage, désordonnée et destructrice de valeur. Il prend une illustration aussi triviale que révélatrice, comparant celle-ci à un souper « chacun pour soi » où chacun, sans égard pour ses semblables, fonce sur la nourriture et cherche à en obtenir le plus possible pour lui-même. Le résultat, néanmoins, est souvent qu'une grande quantité de nourriture finit sur la nappe ou par terre, et personne n'est vraiment satisfait. » (Wicksell 1958a, 35)

Ainsi, la divergence entre Wicksell et Pareto ne porte pas sur les caractéristiques générales ou les avantages de la libre concurrence, mais sur l'importance relative à accorder au cas de la libre concurrence, ou sur ce que Wicksell appelait « la conception erronée par Pareto de la portée économique de la libre concurrence » (1958c, 152). L'optimalité de Pareto devient ainsi une tautologie : "Ce que Pareto donne comme description du maximum d'ophélimité constitue en fait une définition de la libre concurrence." (1958c, 168) et les prix d'équilibre de la libre concurrence n'excluent pas l'existence d'un autre système de prix qui pourrait générer des transactions encore plus avantageuses.

Contrairement à la vision wicksellienne d'un chaos concurrentiel, Pareto et ses disciples de représentaient l'optimalité de l'équilibre concurrentiel comme le résultat naturel des prix de marché, ce qui est aux antipodes d'une vision d'une société façonnée par des disparités de richesse, de pouvoir et d'accès au gouvernement. Wicksell considérait ce groupe comme non scientifique et se plaignait qu'ils « s'efforçaient d'étendre la doctrine de telle sorte qu'elle devienne une défense de la distribution existante des richesses » (Wicksell 1967b, 34). L'équilibre concurrentiel n'était qu'une vision très limitée du système socio-économique, car en vérité, « la formation des prix dans la libre concurrence est loin d'épuiser le domaine de l'économie, et dès que l'on passe de points de vue purement individualistes à des points de vue altruistes ou sociaux », la nature du problème change (Wicksell 2007, 6). Dans ce dernier cas, des politiques pourraient être conçues par les gouvernements pour favoriser les pauvres qui, bien qu'allant à l'encontre de la libre concurrence, pourraient en fait générer un niveau plus élevé de bien-être social global. Les résultats de l'équilibre concurrentiel dépendent également des conditions initiales, et des résultats différents pourraient être atteints à partir de dotations ou d'attributions initiales différentes, soit une ébauche du second Théorème du Bien-être (Wicksell 2007, 82). Cela ouvre la possibilité d'atteindre de meilleurs optima sociaux par la manipulation des prix, un point qu'Alfred Marshall avait également souligné.

« Un échange entre un homme riche et un homme pauvre peut conduire à une utilité totale bien plus grande pour les deux ensemble et donc pour l'ensemble de la société s'il s'effectue à un prix adéquat fixé par la société, que si tout est laissé au jeu hasardeux de la libre concurrence » (Wicksell 1967b, 77).

Tout en étant généralement convaincu des avantages du libre-échange, Wicksell se montrait prudent quant au fait d'attribuer trop de vertus aux résultats du marché, car ceux-ci dépendaient de la répartition de la richesse et du pouvoir dans la société. En réalité, « la libre concurrence n'a la propriété de procurer la plus grande satisfaction totale possible que dans un cas particulier – par exemple lorsque tous les agents sont exactement dans la même situation économique » (Wicksell 2007, 10). Conjugué à des hypothèses d'utilité marginale décroissante du revenu, Wicksell avançait que l'égalisation des chances et des richesses produirait pour la société une utilité globale supérieure à celle de la libre concurrence (Wicksell 1967b, 76–79).

Wicksell expliquait sa position dans *Alliances between Workers and Employers* (1902) :

« En fait, tous les arguments en faveur de la libre concurrence reposent sur une supposition tacite, qui, cependant, correspond fort peu à la réalité, à savoir qu'au départ tous les hommes sont égaux. Si tel était le cas, chacun serait doté de la même force de travail, de la même éducation et, par-dessus tout, des mêmes atouts économiques... mais si toutes les conditions sont fondamentalement inégales, si certains disposent dès le départ de bonnes cartes et d'autres n'ont en main que de mauvaises cartes, la libre concurrence n'empêche nullement les premiers de gagner chaque pli, tandis que les seconds paient la mise » (selon la traduction de Gardlund 1996, 208–209).

On retrouve des vues similaires dans l'ensemble des travaux de Wicksell, notamment dans ses *Lectures on Political Economy* (1967b) où Wicksell affirmait que l'entreprise publique pouvait, dans de nombreux cas, mieux parvenir que le monopole privé à répartir les ressources de la société.

Allocation et distribution en économie

Les commentaires de Wicksell sur le premier théorème du bien-être n'étaient pas substantiellement différents de ceux de Marshall en ce qui concerne les objections techniques (Blaug 1992a). Ce qui distinguait Wicksell des autres économistes de son temps était son insistance pour intégrer les problèmes de distribution dans le champ de l'économie. Wicksell cherchait à appliquer la démarche scientifique aux questions distributives de manière très explicite. À l'inverse, Pareto voulait faire abstraction des questions de distribution parce qu'il estimait qu'elles échappaient au domaine de l'analyse économique positive, nécessitant l'imposition de jugements de valeur. En somme, Wicksell ouvre ici la brèche dans laquelle s'engouffreront plus tard les économistes de la "Nouvelle économie du bien-être". De toute évidence, Wicksell ne parvenait pas à dépasser le fait que la définition parétienne d'un optimum excluait pratiquement toute modification de la répartition, et que seule une augmentation du revenu total de la société pouvait permettre à certains groupes spécifiques d'améliorer leur situation.

Wicksell se plaignait : « Cela ne signifie pas que le résultat de la libre concurrence ne puisse pas être un immense profit pour quelques-uns, bien que leur obtention d'un maximum d'ophélimité ne puisse absolument pas, pour la société dans son ensemble, contrebalancer l'appauvrissement, ou plutôt le paupérisme durable, de la plus grande partie de la population » (Wicksell 1958c, 168).

Contrairement à Pareto, Wicksell n'était pas opposé à des politiques interventionnistes, où les gains de certains peuvent se faire au détriment d'autres. En effet, l'idée selon laquelle « une diminution de l'inégalité des revenus ne peut se produire que si le total des revenus augmente plus vite que la population » (1958b, 157) représentait un processus bien trop lent pour Wicksell, et qui pourrait ne rien changer aux disparités existantes dans la répartition des richesses. « Sauf grave erreur de ma part, cette proposition tout entière repose sur une illusion » (1958b, 157). C'était plutôt un effort pour « dissimuler ou dénaturer la vérité, c'est-à-dire, en l'occurrence, pour faire comme si les classes ouvrières avaient déjà reçu tout ce qu'elles pouvaient raisonnablement souhaiter ou attendre, ou pour s'appuyer sur des croyances optimistes infondées selon lesquelles le développement économique tend en lui-même à la plus grande satisfaction possible de tous » (Wicksell 1967a, 4).

D'un point de vue de politique publique, Wicksell soutenait que la question importante était de savoir « jusqu'où le pouvoir de taxation devrait aller pour satisfaire aux exigences non seulement de la justice politique, mais aussi de la justice sociale. C'est la question de savoir dans quelle mesure il convient de poursuivre explicitement le but de modifier la distribution des revenus existante, qui est considérée comme donnée dans le cadre de la justice politique » (Wicksell 1967a, 73). L'application de la règle de l'unanimité exigeait que les inégalités de distribution des revenus (ainsi que de la richesse, du pouvoir et de l'accès au gouvernement) soient corrigées avant la mise en œuvre de cette règle. Wicksell reconnaissait que garantir la justice pour chaque individu n'était pas une tâche aisée, mais « il est clair que la justice fiscale présuppose tacitement la justice dans la distribution existante de la propriété et du revenu. Cela vaut pour n'importe quelle approche de la question. » (Wicksell 1967a, 108).

Cela signifiait que « dès que nous commençons à considérer sérieusement les phénomènes économiques dans leur ensemble et à rechercher les conditions du bien-être de l'ensemble, la prise en considération des intérêts du prolétariat doit émerger » (1967b, 4). Wicksell recommanda donc des réglementations et des tarifs douaniers protecteurs, en fonction des conditions sociales et économiques des groupes concernés. En plus de ces interventions ciblées de l'État dans l'économie, Wicksell soutenait un certain nombre de réformes de politique sociale visant à assurer une répartition plus équitable des chances et des revenus, parmi lesquelles l'accès gratuit à l'éducation, la sécurité sociale et un régime national d'assurance-maladie (Wicksell 1905, traduction citée dans Uhr 1951, 835 ; Wicksell 1967a, 98 ; Lindahl 1958, 36).

Un échec de communication au sens propre et figuré

Il n'y a aucun mystère quant au fait que Wicksell n'ait pas « reconnu que sa doctrine et celle de Pareto étaient essentiellement semblables » (Hennipman 1982, 62). Ils ne parlaient pas la même langue ni au sens propre ni au figuré. Bien que tous deux s'intéressaient aux problèmes de mesure de l'utilité, ils abordaient l'économie selon des perspectives radicalement différentes, comme le montrent clairement les critiques de Wicksell à l'encontre de Pareto. La communication était compliquée par une terminologie qui n'était pas homogène et par des concepts qui n'étaient pas clairement définis. Les lectures contemporaines d'ouvrages sont filtrées à travers le prisme de l'économie moderne et ainsi ce qui peut nous sembler évident ne l'était nullement pour Wicksell ou Pareto. En outre, leurs personnalités (difficiles) respectives ont probablement contribué à une impasse (Hennipman 1982). Le fait que Wicksell n'ait pas réussi à engager Pareto dans une discussion sur les questions de bien-être, malgré de nombreuses tentatives, l'a amené à conclure avec une certaine aigreur que « de toute évidence, ces revues n'ont pas attiré l'attention de Pareto, ou il aurait sûrement prêté attention dans sa nouvelle publication à au moins quelques-unes des nombreuses observations que j'ai faites » (Wicksell 1958c, 159).

Les contributions de Wicksell à la théorie économique et à l'économie monétaire furent largement reconnues de son vivant. En revanche, ses travaux en finances publiques ne trouvèrent que peu de soutien ou de compréhension. La règle de l'unanimité de Wicksell fut qualifiée d'impraticable et d'utopique par nombre de ses collègues. Bien que Edgeworth et Plehn aient loué le traitement par Wicksell de l'incidence fiscale dans le premier essai des *Finanztheoretische Untersuchungen*, Plehn rejeta entièrement le deuxième essai, car « pratiquement cela revient à dire qu'aucun impôt n'est juste à moins que les dépenses publiques ne servent des buts qui profitent réellement aux contribuables ». La règle de l'unanimité de Wicksell disparut essentiellement de la littérature jusqu'à la réévaluation d'Erik Lindahl (1919).

Même alors, il fallut encore près de vingt ans pour que la règle de l'unanimité suscite un véritable intérêt dans la littérature anglophone.

Benham fut peut-être le seul à apprécier à sa juste valeur la vision de Wicksell quant à l'importance des règles de décision, déclarant que l'application par Wicksell de l'analyse d'utilité marginale et du principe des bénéfices à la fiscalité « renforcerait le corps principal de la science économique », qui excluait généralement l'analyse de l'État (1934, 450). De plus, la règle de l'unanimité présentait l'avantage d'être neutre sur le plan éthique et conforme aux principes démocratiques. Pourtant, au bout du compte, Benham écarta la solution de Wicksell en la jugeant impraticable et « indéterminée », puisque tout devait être fait simultanément. L'unanimité échouerait si « certaines personnes se déclaraient prêtes à ne rien contribuer du tout aux services collectifs » (Benham 1934, 453). Benham proposa également une discussion nuancée de l'approche italienne de la théorie de l'État fiscal, mais sans mentionner Pareto.

Lionel Robbins contribua largement à la renommée de Wicksell en tant que théoricien en publiant ses *Lectures on Political Economy* en anglais (1935 [1967b]). L'économiste émigré allemand Richard Musgrave profita de cet intérêt pour proposer une critique détaillée de la théorie de l'échange volontaire de Lindahl, qui comprenait le premier examen critique important de la règle de l'unanimité de Wicksell en anglais (1939). Selon Musgrave, la théorie de Wicksell contenait l'essentiel d'un « processus recettes-dépenses déterminé de manière concurrentielle », les impôts représentant des paiements volontaires pour l'achat de parts individuelles d'un bien public (Musgrave 1939, 218). À l'instar des contemporains de Wicksell, Musgrave (1939, 220) conclut que la règle de l'unanimité était en fin de compte « irréaliste ».

Après l'étude approfondie de Musgrave, Wicksell commença à apparaître plus fréquemment dans la littérature anglophone, mais personne n'associa Wicksell à Pareto.

Ce n'était pas seulement la règle de l'unanimité de Wicksell, mais aussi l'efficacité de Pareto, qui semblaient de peu d'utilité en finances publiques avant les années 1950. Pareto n'est pas mentionné dans le classique manuel de Pigou (1928), ni dans les principaux manuels américains de Harley Lutz (1936) et de Groves (1939). Simons n'avait aucun usage pour Pareto. Ce n'est qu'avec les travaux en économie du bien-être dans les années 1930 et 1940 que les économistes commencèrent à reconnaître les contributions de Pareto (Blaug 2007). Samuelson (1947) se rangea du côté de Wicksell plutôt que de Pareto sur l'optimalité de l'équilibre général concurrentiel (1947, 204n, 205n et 212), en se plaignant que « l'exposé de Pareto n'est pas facile à suivre » en raison de ses mathématiques abstruses et du caractère « sommaire » de son argumentation (Samuelson 1947, 212–213). Bien que Samuelson eût vraisemblablement connaissance du principe d'unanimité par l'intermédiaire de Musgrave (1939), il n'avait pas lu les *Finanztheoretische Untersuchungen* à ce stade et n'avait pas fait le lien entre l'unanimité et l'efficacité de Pareto.

La convergence moderne dans la théorie du choix public

C'est finalement Buchanan (1951) qui fut le premier à affirmer que l'exigence wicksellienne d'un accord unanime explicite imposé par des règles constitutionnelles aboutirait à un résultat équivalent aux notions modernes d'efficacité de Pareto, dans un article contribuant à la « controverse du coût marginal ». Cette controverse avait pris naissance dans la littérature des années 1940 et comprenait des contributions de Ronald Coase, Harold Hotelling, Frank Knight et Pigou. La question centrale était de savoir si les industries à coûts décroissants devaient pratiquer un prix égal au coût marginal et faire subventionner leurs coûts fixes par l'État (pour des synthèses, voir Frischmann et Hogendorn 2015). Buchanan précise que son objectif « est de

signaler que Wicksell, dès 1896, a présenté un exposé extrêmement clair et concis de la règle de tarification au coût marginal pour les entreprises publiques à coûts décroissants... En effet, cette note devrait indiquer que la discussion de Wicksell anticipait la “controverse” actuelle ; et en outre, que sa proposition spécifique satisfait aux critères de bien-être de Pareto et à la “nouvelle” économie du bien-être » (1951, 173).

Buchanan trouvait « surprenant que le nom de Knut Wicksell n’occupe pas une place plus en vue » dans la littérature sur le coût marginal, mais il attribuait « l’échec de la contribution de Wicksell à gagner une large reconnaissance » au fait qu’il n’existait pas de traduction en anglais de son œuvre (1951, 173). Après avoir résumé le dispositif de Wicksell, Buchanan conclut que la « théorie spéciale de l’imposition conforme au principe de l’unanimité peut être interprétée en termes des conditions parétiennes d’un optimum de bien-être. De toute évidence, personne n’est perdant si l’on peut trouver une allocation de l’impôt requis qui soit acceptable par tous » (1951, 177).

Une recherche Google Scholar a permis de relever 24 citations de Buchanan (1951), presque toutes dans des travaux récents consacrés à Wicksell. Seules trois citations contemporaines furent trouvées, toutes dans la littérature sur l’économie du bien-être et la tarification au coût marginal, et aucune ne mentionnait l’assertion d’équivalence.

Les pratiques de citation laissent penser que l’équivalence entre l’unanimité wicksellienne et l’efficacité de Pareto n’était pas nécessairement évidente ni perçue comme utile pour la profession. D’ailleurs, Buchanan ne s’est pas attardé sur ce point durant les années 1950. Ce n’est que lorsque Buchanan et des collègues tels que Gordon Tullock et Geoffrey Brennan commencèrent à formuler clairement leur programme de recherche en choix public au début des années 1960 que Wicksell passa au premier plan et que Pareto et Wicksell devinrent irrévocablement liés dans la littérature.

Buchanan explique que, bien que sur le marché privé l’unanimité soit implicite et non imposée (il s’agit plutôt d’une caractéristique du libre-échange), l’unanimité explicite dans le processus de décision collective concernant les biens publics peut aboutir à la même efficacité (Buchanan 1968, 83). En fin de compte, « l’apport wicksellien remplit ici à peu près la même fonction que l’hypothèse de concurrence parfaite » (Buchanan 1968, 97). Si les individus s’engagent volontairement dans des processus collectifs, alors le critère logique pour juger du résultat est l’accord unanime. Ce principe d’accord forme la base de l’argument de Buchanan selon lequel la règle wicksellienne de l’unanimité équivaut à l’efficacité de Pareto : si, étant donnée la position initiale, aucun accord ne peut être trouvé quant à un changement, alors tout déplacement à partir de la position initiale provoque une diminution d’utilité pour au moins une personne, c’est-à-dire que la position initiale doit être Pareto-efficace (Buchanan 1967, 285). Les considérations distributives sont sans pertinence pour le mécanisme et le résultat, bien que des points de départ différents aboutiraient sans aucun doute à des points d’arrivée différents. L’attrait exercé par Wicksell sur Buchanan a été largement étudié, tout comme la motivation qui a poussé Buchanan à faire de Wicksell un précurseur du choix public.

Conclusion

Près de 120 ans se sont écoulés depuis la publication des *Finanztheoretische Untersuchungen* de Wicksell (1896) et 110 ans depuis la parution du *Manuel d’économie politique* de Pareto (1906). Considérés comme inconciliables par Wicksell, l’unanimité et l’efficacité de Pareto stagnèrent toutes deux dans la littérature de finances publiques anglophone jusqu’à ce que la Seconde Guerre mondiale vienne profondément bouleverser la théorie et la pratique en économie

publique. Après la guerre, l'économie publique se transforma, passant d'une discipline descriptive centrée sur des préoccupations éthiques et l'étude de l'incidence fiscale à un sous-domaine hautement mathématisé, axé sur l'efficacité et les politiques en matière de dépenses et de choix gouvernementaux. Cette nouvelle approche a intégré tant Wicksell que Pareto, parfois de manière similaire et parfois de façon différente.

Il est fondamentalement impossible de déterminer ce que Wicksell « voulait vraiment » dire ou comment il aurait considéré le fait d'être associé à Pareto. Il est plus intéressant d'examiner la diffusion et la transmission des idées de Wicksell dans l'économie publique moderne, ainsi que l'utilisation de ces idées par ceux qui lui ont succédé. Il est remarquable que des idées apparemment mutuellement exclusives dans un contexte puissent être combinées et tenues pour équivalentes dans un autre. La trajectoire de la règle de l'unanimité suggère moins un tri définitif des idées qu'un décalage entre une intuition et son moment de réception. Jugée irréaliste dans son contexte initial faute de traduction, de formalisation stabilisée et d'un cadre analytique orienté où la pensée parétienne était sortie vainqueur (voir Lallemand, 2013) l'unanimité wicksellienne a retrouvé une pertinence lorsque l'économie publique s'est mutée. Autrement dit, une idée ne survit pas seulement par sa vérité intrinsèque, mais probablement parce qu'elle devient, à un certain moment, cohérente dans les théories et pensées dominantes.

Références

- Benham, F. C.** 1934. « Notes on the Pure Theory of Public Finance », *Economica* 1 (4) : 436–458.
- Blaug, Mark.** 1992a. *Economic Theory in Retrospect*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Blaug, Mark.** 1992b. *Vilfredo Pareto, 1848–1923*. Brookfield, VT : Elgar.
- Blaug, Mark.** 2007. « The Fundamental Theorems of Modern Welfare Economics, Historically Contemplated », *History of Political Economy* 39 (2) : 185–207.
- Buchanan, James M.** 1951. « Knut Wicksell on Marginal Cost Pricing ». *Southern Economic Journal* 18 (2) : 173–178.
- Buchanan, James M.** 1960. « Social Choice, Democracy, and Free Markets ». *Journal of Political Economy* 62 (2) : 114–123.
- Buchanan, James M.** 1967. *Public Finance in Democratic Process: Fiscal Institutions and Individual Choice*. Chapel Hill : University of North Carolina Press.
- Buchanan, James M.** 1968. *The Demand and Supply of Public Goods*. Chicago : Rand McNally.
- Buchanan, James M., and Richard A. Musgrave.** 1999. *Public Finance and Public Choice: Two Contrasting Visions of the State*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Eusepi, Giuseppe, and Richard E. Wagner.** 2013. « Tax Prices in a Democratic Polity: The Continuing Relevance of Antonio de Viti de Marco », *History of Political Economy* 45 (1) : 99–121.
- Frischmann, Brett M., and Christiaan Hogendorn.** 2015. « Retrospectives: The Marginal Cost Controversy », *Journal of Economic Perspectives* 29 (1) : 193–206.
- Gardlund, Torsten.** 1996. *The Life of Knut Wicksell*. Brookfield, VT : Edward Elgar.
- Groves, Harold.** 1939. *Financing Government*. New York : Henry Holt & Co.
- Head, John G.** 1974. *Public Goods and Public Welfare*. Durham, NC : Duke University Press.
- Hennipman, P.** 1982. « Wicksell and Pareto: Their Relationship in the Theory of Public Finance », *History of Political Economy* 14 (1) : 37–64.
- Johnson, Marianne.** 2005. « Wicksell's Unanimity Rule for Public Goods: Buchanan's Dominance Considered », *American Journal of Economics and Sociology* 64 (4) : 1049–1071.
- Johnson, Marianne.** 2010. « Wicksell's Social Philosophy and his Unanimity Rule », *Review*

of Social Economy 68 (3) : 187–204.

Lallement, J. (2013). Entre morale et charité, la science économique et les pauvres, de Smith à Walras. In H. Guillemin & A. Diemer (Eds.), *Inégalités et pauvreté dans les pays riches* (pp. 15–38). (Economia.

Lindahl, Erik. 1919. *Die Gerechtigkeit der Besteuerung*. Lund : C. W. K. Gleerup.

Lindahl, Erik. 1958. « Introduction to Knut Wicksell's Life and Work », in Knut Wicksell: *Selected Papers on Economic Theory*, éd. Erik Lindahl, Cambridge, MA : Harvard University Press, p. 9–50.

Lutz, Harley. 1936. *Public Finance*. New York : D. Appleton-Century Co.

Medema, Steven. 2005. « “Marginalizing” Government: From la scienza delle finanze to Wicksell », *History of Political Economy* 37 (1) : 1–25.

Musgrave, Richard. 1939. « The Voluntary Exchange Theory of Public Economy », *Quarterly Journal of Economics* 53 : 213–237.

Pareto, Vilfredo. 1971 [1906]. *Manual of Political Economy*. New York : A. M. Kelley.

Peacock, Alan. 2002. « Wicksell and Public Choice », in *The New Palgrave Dictionary of Economics and the Law*, P. Newman (dir.), Londres : Palgrave Macmillan.

Pigou, A. C. 1960 [1928]. *A Study in Public Finance*. New York : St. Martin's Press.

Robbins, Lionel. 1935 [1967]. « Introduction », in Knut Wicksell, *Lectures on Political Economy*, vol. 1. Londres : Routledge & Kegan Paul.

Samuelson, Paul. 1947. *Foundations of Economic Analysis*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Sandelin, Bo. 1991. *The History of Swedish Economic Thought*. Londres : Routledge.

Silvestre, Joaquim. 2003. « Wicksell, Lindahl, and the Theory of Public Goods », *Scandinavian Journal of Economics* 105 (4) : 527–553.

Uhr, Carl. 1951. « Knut Wicksell — A Centennial Evaluation », *American Economic Review* 41 (4) : 829–860.

Uhr, Carl. 1962. *The Economic Doctrines of Knut Wicksell*. Los Angeles : University of California Press.

Wicksell, Knut. 1896. *Finanztheoretische Untersuchungen*. Jena : Gustav Fischer.

Wicksell, Knut. 1905. *Socialiststaten och Nutidssamhället: Några Socioekonomiska Beträktelser* (L'État socialiste et la société contemporaine : quelques observations sur l'économie sociale). Stockholm.

Wicksell, Knut. 1958a [1904]. « Ends and Means in Economics », in Knut Wicksell: *Selected Papers on Economic Theory*, p. 51–66, éd. Erik Lindahl, Cambridge, MA : Harvard University Press.

Wicksell, Knut. 1958b [1897, 1899]. « Vilfredo Pareto's Cours d'économie politique », in Knut Wicksell: *Selected Papers on Economic Theory*, p. 141–158, éd. Erik Lindahl, Cambridge, MA : Harvard University Press.

Wicksell, Knut. 1958c [1913]. « Vilfredo Pareto's Manuel d'économie politique », in Knut Wicksell: *Selected Papers on Economic Theory*, p. 159–175, éd. Erik Lindahl, Cambridge, MA : Harvard University Press.

Wicksell, Knut. 1967a [1896]. « A New Principle of Just Taxation », traduit par J. M. Buchanan, in *Classics in the Theory of Public Finance*, R. Musgrave et A. Peacock (dirs.), New York : St. Martin's Press, p. 72–118.

Wicksell, Knut. 1967b. *Lectures on Political Economy*, vol. 1. Londres : Routledge & Kegan Paul.

Wicksell, Knut. 1997a [1900]. « In Defense of the Theory of Marginal Utility », in *Selected Essays in Economics*, vol. 1, B. Sandelin (éd.), New York : Routledge, p. 3–14.

Wicksell, Knut. 1999 [1898]. « Léon Walras, Études d'économie sociale », in *Selected Essays*

in Economics, vol. 2, B. Sandelin (éd.), New York : Routledge, p. 171–174.

Wicksell, Knut. 2007 [1893]. Value, Capital, and Rent. Auburn, AL : Ludwig von Mises Institute.